



Joaquim Melo,
l'Institut Palmas
et les banques communautaires
Fortaleza, Ceara - Brésil

« Innover contre la pauvreté et l'exclusion :
réveiller l'économie populaire »

Contact

Carlos de Freitas – Institut Palmas
+ 33 (0)6 61 72 92 70 – carlos.defreitas@eureka21.eu

Sommaire

1 - Banque Palmas : Innover pour s'affranchir de la précarité et de l'exclusion	3
2 – Les prix décernés au « système Palmas »	5
3 – L'institut et la Banque Palmas en chiffres	5
4 – Le Conjunto Palmeiras : une favela devenue quartier	8
5 – Joaquim Melo, le parcours	10

Retrouvez l'Institut Palmas :

- sur le site en français : <http://www.banquepalmas.fr>
- sur le site en portugais : <http://www.bancopalmas.org.br>

La Banque Palmas : Innover pour s'affranchir de la précarité et de l'exclusion

A tous les niveaux, dans toutes les enceintes, quel que soit le courant politique ou idéologique, sont discutés les moyens de réduire les multiples fractures sociales et économiques qui aujourd'hui gangrènent les politiques mises en oeuvre afin de réduire et d'éradiquer les inégalités.

Au moment où la conjonction des crises climatiques, financières, et alimentaires démontre clairement que la logique de maximisation du profit à court terme a des répercussions, à l'échelle mondiale, sur l'ensemble de la société et sur l'environnement, **une expérience de banque communautaire au Brésil vient proposer un modèle de réponse responsable aux enjeux de développement durable** qui se posent à tous les acteurs sociaux, politiques et économiques, quel que soit leur niveau d'intervention.

Une banque du peuple et une monnaie locale : une méthodologie sociale inventive et évolutive pour installer durablement les bases de l'éradication de la pauvreté dans les quartiers enclavés

En 1998, après 25 ans de luttes pour l'accès aux services de base (eau, électricité, transport, assainissement), et face à des circonstances sociales et économiques toujours plus aggravantes, une communauté du Nordeste brésilien a choisi de s'émanciper de sa condition de laissée pour compte en s'inventant un outil sur-mesure : **la banque communautaire**.

Alliant un système traditionnel de microcrédit à la production à l'exercice d'un microcrédit à la consommation, basé sur la gestion et la diffusion d'une monnaie locale - le « Palmas » - ne circulant que dans le quartier et indexée à parité sur le réal (1 réal = 1 palmas), **la Banque Palmas** fédère autour de ses activités financières des programmes :

- d'insertion et de formation professionnalisante (ciblant notamment les jeunes et les femmes en situation de risque social),
- d'accompagnement vers le retour à l'emploi,
- de sensibilisation et de mobilisation des habitants au travers de campagnes pédagogiques (consommer localement, fondamentaux de l'économie solidaire...),
- de renforcement du réseau de commerçants et de producteurs locaux (notamment par la réalisation d'une cartographie de la consommation et de la production locales)
- de développement de coopératives locales.

La monnaie sociale permet aux habitants des quartiers pauvres de consommer auprès des commerçants et des producteurs acceptant la monnaie locale. Ces derniers offrent aux clients, réglant leurs achats à travers cette monnaie, des décomptes à partir de 5 %.

Les administrations publiques présentes dans le quartier et certaines entreprises règlent une partie (5 à 20 %) des salaires de leurs employés, issus du quartier, en Palmas, participant ainsi à renforcer la vitesse de circulation de la monnaie locale.

Cette relocalisation sociale de l'économie dans les quartiers favorise un développement endogène et pérenne sans pour autant isoler la communauté (et les commerçants) du marché traditionnel : les commerçants peuvent en effet convertir la monnaie locale en monnaie nationale, auprès de la banque communautaire, afin de renouveler leurs stocks, mais également pour importer des produits ou technologies présents sur le marché national.

Si la monnaie nationale crée la richesse, la monnaie sociale la redistribue.

L'institut Palmas, organe de diffusion de cette méthodologie sociale innovante, est aujourd'hui à la tête d'un réseau de 47 banques communautaires réparties dans tout le Brésil et constituées sur le modèle de la Banque Palmas. **En 12 ans, la Banque Palmas a révolutionné les pratiques de l'économie sociale et solidaire brésilienne.**

En outre, de par **son partenariat innovant avec la Banque du Brésil** qui finance un portefeuille de crédit à la production d'un million de réais (575 000 euros) directement investis dans les quartiers qui la voient naître, la banque communautaire réalise **une hybridation des économies** (locale-solidaire et capitaliste-de marché) **favorisant l'attractivité du quartier et le développement propre de la communauté.**

Correspondant bancaire de la Banque du Brésil, **la Banque Palmas joue ainsi le rôle de guichet universel** en permettant aux habitants des quartiers défavorisés d'ouvrir un compte courant, de s'acquitter de leurs factures diverses ou de percevoir leurs pensions de retraite.

En important par ailleurs des outils de gestion financière professionnels (logiciels coûteux) issus du monde traditionnel de la finance mais en les employant suivant **des objectifs et des critères éthiques d'accès à l'économie, de redistribution et de partage des richesses**, l'expérience de la Banque Palmas apporte des éléments de réponse concrets aux questions des modes opératoires alternatifs sur lesquels l'on s'interroge constamment lorsque l'on aborde la sphère du tiers secteur et sa plus-value économique et éthique.

Soutenu par **le Secrétariat National à l'Economie Solidaire brésilien, diverses collectivités locales d'échelle d'intervention diversifiées (municipalités, états-régions)**, partenaire de plusieurs banques brésiliennes, appuyé par les réseaux mondiaux d'économie sociale, plusieurs fois primé, disséminé sur tout le territoire brésilien mais également exporté au Venezuela (3 600 banques y ont été créées sur l'exemple de la Banque Palmas) et possiblement (discussions en cours) en Afrique du Sud, au Mozambique, au Panama, en Equateur et au Chili, le modèle de développement vertueux institué par la Banque Palmas est déjà une référence internationalement reconnue.

L'épopée des Palmeiras : l'empowerment progressif d'une communauté autonome

L'histoire de la Banque Palmas est étroitement liée à celle du Conjunto Palmeiras. Pour parvenir à ce degré d'auto-gestion, les habitants ont franchi, au cours des trente cinq dernières années, plusieurs étapes dans la lutte contre la précarité extrême de leurs conditions de vie.

Au départ, le Conjunto Palmeiras n'était qu'un no man's land situé à 22 km du centre ville de Fortaleza, capitale du Ceara dans la région Nordeste du Brésil, privé de transports collectifs et délaissé par les pouvoirs publics.

En 2007, en reconnaissance de leurs exceptionnelles mobilisations et réussites, le Conseil Municipal de Fortaleza leur accorde officiellement le statut de « bairro », de quartier à part entière. On peut aujourd'hui retracer l'épopée du Conjunto au travers des affiches et photographies disposées, pour mémoire, sur les murs du hall de la Banque, à côté d'une maquette géante du quartier. Le message est clair : ce sont les habitants des Palmeiras qui ont construit leur développement à la sueur de leurs fronts.

Dans les années 1970 et 1980, ils se sont battus contre le régime militaire pour avoir accès à l'eau, à l'électricité et aux transports. Dans les années 1990, ils ont urbanisé eux-mêmes leur favela grâce à l'aide d'un programme de coopération du gouvernement allemand (assainissement, drainage, revêtement de certaines rues).

Et à l'orée des années 2000, ces *favelados* ont créé leur propre banque et leur propre monnaie, qui font régulièrement parler d'eux dans les journaux nationaux et dans les centres de recherche universitaires internationaux.

Aujourd'hui, un projet de loi, déposé par la Députée fédérale Luiza Erundina PSB (Parti Socialiste Brésilien), est en discussion au Congrès National brésilien. Il vise à instituer un cadre légal d'exercice pour les banques communautaires et ainsi à assurer leur développement et favoriser leur ancrage sur l'ensemble du territoire national.

Un homme gère le réseau des banques brésiliennes après avoir créé la Banque Palmas : **Joaquim Melo**, 47 ans, ancien séminariste, arrivé dans la favela en 1984 et qui ne l'a plus quittée depuis.

Il a publié un livre-témoignage rendant hommage aux habitants de cette ancienne favela du Nordeste et explicitant la démarche, dans laquelle ils sont aujourd'hui engagés, de diffusion au niveau international de cette méthodologie sociale novatrice.

La Banque Palmas a notamment reçu l'an dernier du PNUD et du Secrétariat Général de la Présidence du Brésil, le Prix des Objectifs du Millénaire pour le Développement, venu s'ajouter à une longue liste de récompenses saluant ce phénomène précurseur.

Les prix décernés au système Palmas

Prix de Technologie Sociale de la Fondation de la Banque du Brésil – 2005

Prix Visionaris UBS – ASHOKA – catégorie développement économique - 2005

Prix "Transformadores" – Revue TRIP – 2007

Prix Orilaxé – Droits de l'Homme – catégorie Projet social – décerné par l'UNESCO et le Grupo Cultural Afroreggae – 2008

Prix Entrepreneur Social du Futur du journal Folha de São Paulo et la Fondation Schwab (2ème place) - 2008

Prix FINEP du Ministère des Sciences et Technologies brésilien – 2008

Prix des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), décerné en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Secrétariat Général de la Présidence de la République du Brésil – 2008

L'institut et la Banque Palmas en chiffres

- Pour référence, le salaire minimum brésilien est de 465 R\$ (175 €) -

Chiffres de l'évaluation réalisée en 2008 sur l'impact et l'image de la Banque Palmas, par l'Université Fédérale du Ceara, sur commande du Ministère du travail et de l'emploi brésilien :

SOURCE : EVALUATION DES IMPACTS ET DE L'IMAGE DE LA BANQUE PALMAS – LIEGS (Laboratorio Interdisciplinar de Estudos em Gestao Social – Laboratoire Interdisciplinaire d'Etudes en Gestion Sociale) – Université Fédérale du Ceara – Coord. : Prof Jeova Torres Silva Jr – Février 2008

98% des personnes interrogées affirment que la Banque Palmas a contribué au développement du quartier

90% affirment que la Banque Palmas a contribué à l'amélioration des conditions de vie du quartier

A la question « comment ? » :

25,25% répondent « par l'augmentation de mes revenus »

20,20% répondent « j'ai trouvé un emploi ».

60% des interrogés donnent une note comprise entre 9 et 10 (sur 10) à la Banque Palmas pour son action.

Pour les données ci-dessous

SOURCE : INSTITUT PALMAS/Cartographie de la consommation et de la production (2009) + IP data base ou autres (cf. sources indiquées)

2 438 jeunes ont bénéficié de formations (professionnalisantes, préparation concours d'entrée à l'Université, consultants communautaires, etc.) dans le Conjunto Palmeiras à travers l'ensemble des programmes de capacitation de la Banque Palmas (chiffres été 2009)

Consommation :

6,2 millions de reais sont dépensés par mois par les habitants des Palmeiras en 2009, contre 1,5 millions en 1997.

93% des achats sont pratiqués en 2009 à l'intérieur du quartier par les habitants.

Le commerce local a augmenté ses ventes de 30% et est devenu l'un des principaux couloirs commerciaux de la périphérie de Fortaleza (Source : Recensement du Commerce – Fédération du Commerce de Fortaleza 2007)

1800 emplois ont été créés dans les Palmeiras de manière directe et 400 de manière indirecte.

Nombre de commerces acceptant la monnaie sociale dans les Palmeiras : 240 offrant un décompte minimum de 5 %

Nombre de banques communautaires à l'été 2009 :

- 47 au Brésil,
- 3 600 au Venezuela

Nombre de Palmas en circulation dans le quartier : 36 000 P\$

Montant total des monnaies sociales en circulation sur l'ensemble du réseau brésilien : 206 800 « équivalents réels »

Taux d'intérêt :

- 0% pour les prêts à la consommation,
- entre 1,5% et 3% pour les prêts à la production, en fonction des montants accordés.

Moyenne globale du taux de non recouvrement : 2,8 % .

Nombre d'employés de l'Institut Palmas : 30 dont 6 pour la Banque Palmas (tous issus du quartier). Les salaires sont payés à 80% en reais et à 20% en palmas, tout comme dans certaines entreprises et administrations publiques implantées dans le quartier.

Nombres de prêts accordés en 2008 par la Banque Palmas (le porte-feuille de crédit était alors de 530 000 reais) :

- 910 emprunts à la production,
- 1 200 prêts à la consommation,

touchant ainsi directement plus de 4 000 habitants du Conjunto Palmeiras bénéficiant du programme de microcrédit de la Banque Palmas.

Sur l'ensemble du réseau des banques communautaires brésiliennes, 3 450 familles bénéficient cette année (chiffres été 2009) de l'accès aux microcrédits, ce qui représente plus de 20 000 personnes au total directement touchées par le système Palmas.

On estime à 200 000 personnes le nombre de bénéficiaires depuis la création de la Banque Palmas en 1998, touchées directement ou indirectement par les programmes d'accès au crédit et de capacitation professionnelle.

Sources de financement de l'Institut Palmas**Chiffres du partenariat avec la Banque du Brésil (chiffres pris pour la période de septembre 2005 à juillet 2009) :**

Source : MICROFINANCES AND MICROCREDIT AS INSTRUMENTS TO POTENTIATE THE SUSTAINABILITY OF COMMUNITY BANKS – Monography for the University of Brasília - Marcello Lopes Corrêa (Director of the Low Income Service – Banco do Brasil) – August 2009

Remarque : Ces ressources n'incluent pas celles en provenance de divers partenariats avec l'Etat brésilien, les collectivités locales et les entreprises privées, fléchés vers les programmes de formation et d'accompagnement des habitants des quartiers ciblés.

Porte-feuille total de crédit en 2009 :

1,8 millions de reais (675 000 €) dont 1,5 millions prêtés par la Banque du Brésil et 300 000 reais de l'Etat du Ceara

L'Institut Palmas reçoit en moyenne 58 800 reais par mois (près de 22 000 euros) de règlement pour les opérations effectuées pour le compte de la Banque du Brésil (gestion du portefeuille de crédit et en tant que correspondant bancaire) ce qui lui permet de régler mensuellement les salaires et les frais de fonctionnement d'une équipe de 30 personnes.

Total 2009 (7 mois) des transactions réalisées par le réseau des BC : R\$ 31,964 Millions = 12 457 559 €

Total des fonds ayant transité par les guichets des banques communautaires depuis 2005 :

R\$ 83 640 728 = 32 436 719 €

Nombre de comptes courants ouverts : 10 152

Opérations de crédits à la consommation :

- en nombre de crédits à la consommation accordés : 13 334
- en montant total accordé : R\$ 2 791 584 = 1 082 604 €

Opérations de crédits à la production :

- en nombre de crédits à la production accordés : 2 356
- montant total accordé : 4 642 377 = 1 800 361 €

Rémunération de l'Institut Palmas reçue de la Banque du Brésil depuis 2005 :

- rémunération totale : R\$ 1 076 638 = 417 531 € dont :

- rémunération perçue pour la réalisation des transactions : R\$ 421 835 = 163 592 €
- rémunération pour la gestion du portefeuille de crédit à la production : R\$ 654 803 = 253 939 €

Paiement des pensions de retraites

nombre de paiement réalisés : 10 021
montants réglés : 4 045 241 = 1 568 785€

Point d'équilibre financier pour une banque communautaire :

Source : STUDY ABOUT THE SUSTAINABILITY OF THE PROJECT BANCO PALMAS – DIKAIOS/Fondation Brava – January 2007

- gestion d'un portefeuille de crédit de R\$ 300 000
- 10 000 transactions mensuelles

Le Conjunto Palmeiras : une favela devenue quartier

La Banque Palmas et l'Institut Palmas sont le fruit de l'histoire exceptionnelle du Conjunto Palmeiras : plus de trente ans de luttes conduites par les habitants pour de meilleures conditions de vie.

L'exil

1973 : Le Conjunto Palmeiras est un no man's land à vingt kilomètres de Fortaleza, au Nord du Brésil, où la mairie reloge de force les démunis qu'elle expulse du centre-ville pour y construire de grands hôtels touristiques.

Tout au long des années 1970, les premiers habitants des Palmeiras sont rejoints par les « *retirantes* », familles fuyant les terres arides de l'intérieur du Ceará, l'Etat dont Fortaleza est la capitale.

Le 11 février 1981 : Naissance de l'ASMOCONP, Association des habitants du Conjunto Palmeiras. Les habitants se rassemblent et s'organisent pour revendiquer des conditions de vie décentes pour la communauté.

Les luttes

1984 : Joaquim Melo arrive comme séminariste dans le Conjunto Palmeiras. Il découvre une favela isolée, sans infrastructures et où la mortalité infantile est élevée. Les maladies et la pauvreté sont le lot quotidien des habitants.

Les années 1980 sont une suite d'âpres batailles et négociations pour l'accès aux services de base. Les habitants se mobilisent pour avoir des bus qui fonctionnent et desservent mieux le quartier, pour l'installation de postes électriques et surtout pour le rattachement des habitations au réseau d'eau de la ville.

Fin 1987 : Après une énième manifestation pour demander, en vain, l'accès à l'eau, les habitants du Conjunto Palmeiras décident de durcir le ton et lancent un ultimatum aux autorités. Ils menacent de faire éclater les canalisations qui passent sous le sol du Conjunto Palmeiras pour alimenter Fortaleza sans desservir les habitants de la favela.

1988 : Les habitants remportent le bras de fer : en mars, le Gouvernement de l'Etat entame les premiers travaux pour le raccordement du Conjunto Palmeiras au réseau d'eau courante.

La construction

1989 : Les leaders communautaires organisent un séminaire : « Habiter l'inhabitable » qui rassemble les habitants des Palmeiras pour définir les priorités de développement du quartier. Le consensus se fait autour d'un projet : construire un canal de drainage des eaux de pluie, étape capitale vers une urbanisation de la favela.

1991 : Un projet de coopération du gouvernement allemand marque un tournant dans la vie des Palmeiras. La GTZ, l'agence de coopération allemande, finance la construction du canal de drainage et l'urbanisation de la favela pour un montant de deux millions de reais. Mais à une condition : que les habitants gèrent eux-mêmes l'ensemble des travaux. Ils créent l'UAGOCONP (Union des associations du Conjunto Palmeiras) pour fédérer les énergies. Le chantier est une exceptionnelle opportunité de formation pour les habitants. Les leaders suivent également une autre formation, « chercheurs populaires » pour apprendre les outils de gestion de projet et de négociation avec les pouvoirs publics.

1997 : Le canal de drainage est construit. La favela a été urbanisée en moins de dix ans : les maisons commencent à accéder à l'assainissement, les routes sont asphaltées ou pavées, le ramassage des ordures est mis en place, la circulation des omnibus renforcée, la grande place du Conjunto aménagée.

La Banque Palmas : l'invention d'une économie populaire

1997 : Un deuxième séminaire « Habiter l'inhabitable » pointe les lacunes de l'urbanisation. La favela a changé de visage, les maisons en « dur » ont remplacé les cahutes de fortune mais la pauvreté reste une réalité quotidienne. « Habiter l'inhabitable II » pointe la croissance des inégalités dans le quartier, l'immense carence d'emplois et l'absence de qualification des habitants. Le séminaire fixe un nouvel objectif : trouver le moyen de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

1998 : 20 janvier, l'ASMOCONP crée la Banque Palmas pour générer du travail et des revenus dans le Conjunto Palmeiras par le biais du microcrédit à la production ET à la consommation.

2002 : Lancement du Palmas, la monnaie sociale qui vient compléter l'architecture du système de relocalisation des échanges. Le Palmas, monnaie locale utilisable uniquement dans le quartier, sert à acheter dans les commerces de proximité.

2003 : Création de l'Institut Palmas, chargé d'exporter la méthode de la Banque Palmas dans d'autres quartiers pauvres du Brésil.

2004 : Ouverture de la première banque répliquée sur le modèle de la Banque Palmas au Brésil.

2005 : Un partenariat avec la Banque Populaire du Brésil (BPB) donne de l'ampleur au système Palmas. La banque créée par Luiz Inacio Lula da Silva, le président brésilien, à destination des pauvres et exclus du système bancaire, accorde un porte-feuille de crédit de 30 000 reais à la Banque Palmas et fait d'elle son « correspondant bancaire » dans les quartiers pauvres où aucune banque classique ne s'installe, faute de rentabilité.

2007 : Après des années de lutte, la favela remporte une victoire symbolique. Elle accède au statut de « bairro », quartier, qui lui donne une existence administrative. Le décret « officialisant » l'existence propre du Conjunto Palmeiras est voté à la mairie de Fortaleza grâce à l'action du Conseiller municipal Guilherme Sampaio.

2009 : Le Conjunto Palmeiras compte plus de 30 000 habitants. L'Institut Palmas gère un porte-feuille de crédit de près de deux millions de reais. 46 banques communautaires ont été créées au Brésil sur son modèle, et 3 600 au Venezuela.

Paul Singer, Secrétaire d'Etat brésilien à l'économie solidaire annonce le lancement d'un Programme d'Aide et d'Appui aux Finances solidaires ayant pour objectif la création de 100 banques communautaires supplémentaires dans le pays.

* * *

Plus d'informations sur la Banque Palmas et son histoire (portraits, documents, bibliographie) :

www.banquepalmas.fr (en français) & www.bancopalmas.org.br (en portugais)

viva@banquepalmas.fr

« Viva favela ! Quand les démunis prennent leur destin en main », de Joaquim Melo, en collaboration avec Elodie Bécu & Carlos de Freitas
Editions Michel Lafon – Parution le 15 octobre 2009

Joaquim Melo, le parcours

Né à Recife, en 1962, d'une famille modeste, Joaquim Melo passe son adolescence à Bélem, dans la région Nordeste du Brésil, où il entame des études de théologie dès 1979.

Un séminariste rebelle et engagé

Convaincu par la Théologie de la Libération et insatisfait du mode de vie des séminaristes qui, pendant leur formation sacerdotale, vivent isolés des problèmes sociaux et économiques que connaissent leurs compatriotes, il apprend, fin 1983, l'existence d'un programme « Prêtre de la Favela », lancé par le cardinal Aloisio Lorscheider, alors archevêque de Fortaleza.

Souhaitant appliquer le principe d'« option préférentielle pour les pauvres » hérité du Concile Vatican II et de la Conférence épiscopale de Medellín de 1968, il déménage pour Fortaleza et rencontre le cardinal qui l'envoie vivre avec deux autres séminaristes dans le *lixão* du Jangurussú, la « poubelle » de la ville et où il connaîtra les conditions de vie sous-humaines dans lesquelles vivent les ramasseurs de déchets, les *catadores*. Cette expérience aux confins de l'humanité, fondatrice de son engagement dans la lutte contre la pauvreté, le conduira, par la suite, à s'impliquer toujours plus loin auprès des mouvements sociaux.

L'arrivée dans les Palmeiras :

la lutte pour des conditions de vie dignes et la conquête de l'autonomie des favelados

Après 6 mois passés aux côtés des *catadores*, l'étudiant en théologie de 22 ans est, cette fois, missionné par le cardinal pour intervenir dans le Conjunto Palmeiras.

A l'époque, le quartier est un bidonville livré à la misère, à la boue et à la maladie ; une favela sans transports, ni eau, ni électricité, distante de 22 km du centre ville et sujette aux inondations massives chaque hiver.

Joaquim Melo participe alors à tous les combats pour obtenir des conditions de vie décentes pour la population. **Il intègre l'Association des Habitants du Conjunto Palmeiras**, commence à organiser les mobilisations avec les autres leaders communautaires, à négocier âprement toutes les avancées nécessaires avec les pouvoirs publics et à construire des partenariats durables avec les acteurs non gouvernementaux.

En 1987, alors qu'il est depuis un an déjà **directeur du Centre Social Urbain du Conjunto**, il décide qu'il ne veut pas être prêtre, mais continuer à travailler avec les plus pauvres. Il passe alors un contrat avec la Mairie pour devenir **professeur de religion**, lançant ainsi de nombreuses initiatives pédagogiques participatives (avec ses élèves, il lance entre autres : un centre de documentation, des enquêtes sur les conditions de vie du quartier, une troupe de théâtre populaire « Résistance » sur le modèle du Théâtre de l'Opprimé...)

En 1988, une ONG française, le GRET, décide d'appuyer la sauvegarde de la mémoire de la population des favelas. Après avoir été l'un des tous premiers bénéficiaires d'une formation de « chercheur populaire », Joaquim, à partir des souvenirs disparates des habitants du Conjunto, réalise un travail qui, édité sous forme de livret et d'exposition in situ, reçoit le nom de « Mémoire de nos Luites ».

Un dédoublement de ce projet se matérialise dans **la création d'une école « de planification urbaine et de recherche populaire »** de laquelle Joaquim devient coordinateur et qui développe, durant les années 90, des cours de *capacitation* à destination des leaders populaires avec l'objectif de leur permettre d'élaborer et de gérer des projets négociés avec les pouvoirs publics ou assumés seuls.

La décennie 90 le voit devenir chef de chantier, au même titre que les habitants du Conjunto, pendant la construction *autogérée* et *participative* du canal de drainage qui, avec l'installation du réseau d'assainissement, achève de donner à la favela offrant jadis le visage d'un champ de bataille (inondations, eaux contaminées et pestilentielles, cabanes d'argile et de bois, maladies infectieuses, routes défoncées...) celui d'un quartier désormais urbanisé (rues asphaltées ou pavées, eaux de ruissellement drainées, maisons en « dur », transports collectifs généralisés, réseau électrique et accès à l'eau canalisée pour tous, etc.).

Un défi insensé : créer une banque du peuple pour éradiquer la pauvreté dans les quartiers

Après deux décennies passées à renforcer les capacités des habitants pour l'organisation de la communauté et la défense de leurs droits, et devant l'extrême précarité économique dans laquelle ils sont maintenus, **Joaquim crée, en 1998, la Banque Palmas, une banque communautaire**, tournée vers l'économie sociale et solidaire.

Son principe : une « banque » gérée par les habitants, qui émet localement sa propre monnaie, le *Palmas*, et se trouve au coeur d'un système d'économie sociale et solidaire, générant et pérennisant de l'activité économique par le microcrédit à la production ET à la consommation.

Lancée avec un capital de 2 000 reais (environ 600 euros), la Banque Palmas diffuse aujourd'hui 36 000 Palmas dans le Conjunto et dispose d'un porte-feuille de crédit d'un million et demi de reais (575 000 euros) grâce à un partenariat avec la Banque Populaire du Brésil, créée par le gouvernement Lula en 2003.

Avec les actions de la Banque en plein développement, Joaquim ne disposait plus du temps suffisant pour ses cours dans les écoles publiques ni pour assurer la coordination de l'école de planification urbaine. Souhaitant se dédier complètement à l'économie solidaire et au défi de la consolidation de la banque, il décide donc de mettre de côté ses autres activités au profit de la diffusion du « système Palmas ».

En 2003, il crée l'Institut Palmas, qui a pour mission de transmettre les technologies sociales inspirées du modèle de la Banque Palmas au niveau national mais également à l'étranger. Il est actuellement coordinateur de l'institution et totalement dévoué au projet qui a vu ce modèle exporté au Venezuela à hauteur de 3 600 banques créées et étendu sur l'ensemble du territoire brésilien avec 47 banques communautaires à la mi-2009.

En 2007, le Conseil municipal de Fortaleza, en reconnaissance de l'exceptionnelle épopée des habitants du Conjunto Palmeiras, décide d'accorder à l'ancienne favela le statut de « quartier de la ville » à part entière.

Aujourd'hui, Joaquim Melo a un pied dans les Palmeiras, et l'autre à Brasilia où il négocie avec les plus hautes autorités du pays pour développer son modèle.
Son objectif : 1 000 banques en 2012 au Brésil et l'exportation de son modèle à l'étranger.

Le 15 octobre 2009, il a publié, en France, un livre-témoignage narrant l'épopée de cette communauté de déshérités aujourd'hui à l'initiative de l'un des outils les plus pertinents dans la lutte contre les inégalités sociales et économiques : ***Viva Favela ! Quand les démunis prennent leur destin en main.***

En 2004, Joaquim a reçu le Prix Changemakers de la Fondation ASHOKA.